

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

CILOGER HABITAT 2**« Société en liquidation »**

Société Civile de Placement Immobilier

Au capital de 127 596 500 euros

Siège social : 43, Avenue Pierre Mendès France - 75013 PARIS

528 234 420 R.C.S. PARIS

AVIS DE CONVOCATION

Les associés de la SCPI CILOGER HABITAT 2 sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire le Mardi 24 Juin 2025 à 14h30 au siège social de la société : 43, Avenue Pierre Mendès France - 75013 PARIS (IMMEUBLE ELEMENTS).

À défaut de quorum, les associés sont informés que l'Assemblée Générale, sur seconde convocation, se tiendra le 9 Juillet 2025 à 14h30 au 43, Avenue Pierre Mendès France - 75013 PARIS (IMMEUBLE ELEMENTS). Vous trouverez toute information utile à cet égard sur notre site internet www.aewpatrimoine.com dès le 25 juin 2025.

Les associés seront appelés à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

➤ **De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire**

1. Lecture des rapports du Liquidateur, du Conseil de surveillance et du Commissaire aux comptes et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.
2. Affectation du résultat.
3. Approbation des conventions réglementées.
4. Approbation de la valeur comptable, de la valeur de réalisation et de la valeur de reconstitution.
5. Quitus à donner au Liquidateur.
6. Pouvoir aux fins de formalités.

➤ **De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire**

7. Prorogation de la liquidation et renouvellement du mandat du Liquidateur.
8. Mise en conformité de l'article 22 des statuts de la SCPI avec l'article 11 de l'ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024 modifiant l'article L214-109 du Code monétaire et financier.
9. Mise en conformité des articles 22, 23 et 24 des statuts avec l'article 4 de l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025.

Les associés de la SCPI CILOGER HABITAT 2 seront appelés à voter sur les projets de résolutions suivants :

➤ **DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

PREMIERE RESOLUTION

Après avoir entendu le rapport du Liquidateur, le rapport du Conseil de surveillance et le rapport du Commissaire aux comptes, l'Assemblée Générale approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils ont été présentés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate l'existence d'un bénéfice de 2 372 285,01 € qui, augmenté du report à nouveau de l'exercice précédent de 94 005,80 €, forme un résultat distribuable de 2 466 290,81 €, somme qu'elle décide d'affecter de la façon suivante :

- A la distribution d'un dividende, une somme de : 1 722 552,75 €
- Au report à nouveau, une somme de : 743 738,06 €

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L 214-106 du code monétaire et financier, prend acte de ce rapport et approuve son contenu.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, et conformément à l'article 22 des statuts encore applicable au jour de la présente assemblée, approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution telles qu'elles ont été déterminées par le Liquidateur, à savoir :

- La valeur nette comptable qui ressort à 131 983 750 €, soit 517,19 € pour une part ;
- La valeur de réalisation qui ressort à 128 233 288 €, soit 502,50 € pour une part ;
- La valeur de reconstitution qui ressort à 151 558 292 €, soit 593,90 € pour une part.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, donne au Liquidateur quitus entier et sans réserve pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

En tant que de besoin, elle lui renouvelle sa confiance aux fins d'exécution de son mandat dans l'intégralité de ses dispositions.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal, à l'effet de remplir toutes les formalités légales, administratives, fiscales et autres, et, de signer à cet effet, tous actes, dépôts et en général, toutes pièces nécessaires.

➤ DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, décide conformément à l'article R.123-131 du Code de commerce de proroger pour une durée d'un an les opérations de liquidation, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026 et renouvelle en conséquence le mandat du Liquidateur dans toutes ses dispositions pour la même durée.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports du Liquidateur et du Conseil de surveillance et afin de se mettre en conformité avec l'article 11 de l'ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024 modifiant l'article L 214-109 du Code monétaire et financier, décide de modifier en conséquence l'article 22 des statuts, relatif à l'approbation par l'Assemblée générale des valeurs comptable, de réalisation et de reconstitution de la société, comme suit :

« ARTICLE 22 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire entend le rapport de la société de gestion et du conseil de surveillance sur la situation des affaires sociales. Elle entend également celui du ou des commissaires aux comptes.

Elle approuve les comptes de l'exercice écoulé, statue sur l'affectation et la répartition des bénéfices, **et approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la société.**
(...) »

Les autres dispositions de l'article 22 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale, autorise le Liquidateur à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports du Liquidateur et du Conseil de surveillance et afin de se mettre en conformité avec l'article 4 de l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 modifiant l'article L 214-103 du Code monétaire et financier, sous la condition suspensive du dépôt devant le Parlement d'un projet de loi de ratification de ladite ordonnance dans le délai prévu par l'article 22 de la loi n° 2024-537 du 13 juin 2024, décide de modifier les articles 22, 23 et 24 des statuts relatifs aux Assemblées générales suit :

- Modification de l'article 22 des statuts

« ARTICLE 22 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

(...)

~~**Pour délibérer valablement sur première convocation, l'assemblée générale ordinaire doit se composer d'un nombre d'associés représentant au moins un quart du capital social.**~~

~~**Si cette condition n'est pas remplie, il est convoqué sur deuxième convocation une nouvelle assemblée qui se réunit au moins 6 jours après la date de l'insertion de l'avis de convocation ou la date d'envoi de la lettre de convocation. La nouvelle assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.**~~

L'assemblée générale ordinaire peut se tenir sans qu'un quorum soit requis.

(...) »

Les autres dispositions de l'article 22 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale, autorise le Liquidateur à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

- Modification de l'article 23 des statuts

« ARTICLE 23 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(...)

~~Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire sur première convocation doit être composée d'associés représentant au moins la moitié du capital social, et ses décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.~~

~~Si cette condition de quorum n'est pas remplie, il est convoqué sur deuxième convocation une nouvelle assemblée qui se réunit au moins 6 jours après la date de l'insertion de l'avis de convocation ou la date d'envoi de la lettre de convocation. La nouvelle assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.~~

L'assemblée générale extraordinaire peut se tenir sans qu'un quorum soit requis.

(...) »

Les autres dispositions de l'article 23 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale, autorise le Liquidateur à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

- Modification de l'article 24

« ARTICLE 24 : CONSULTATION PAR CORRESPONDANCE

Hors les cas de réunion de l'assemblée générale prévus par la loi, la société de gestion peut, si elle le juge à propos, consulter les associés par correspondance et les appeler, en-dehors de toute réunion, à formuler une décision collective par vote écrit.

Les associés ont un délai de vingt jours, à compter du jour d'envoi de la consultation faite par la société de gestion pour faire connaître par écrit leur vote.

Les décisions collectives, par consultations écrites, doivent, pour être valables, réunir les conditions de quorum et de majorité définies ci-dessus.

~~Si les conditions de quorum ne sont pas obtenues à la première consultation, la société de gestion procède après un intervalle de six jours, à une nouvelle consultation par correspondance, dont les résultats seront valables quel que soit le nombre d'associés ayant fait connaître leur décision.~~

(...) »

Les autres dispositions de l'article 24 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale, autorise la Société de Gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.